COUP DE BÉLIER !



Le journal de la CLAC-Montréal ★ Convergence des luttes anticapitalistes ★ Printemps 2013

C pour crosseurs, crapules, charognes, capitalistes... Pourquoi nous visons le Club 357C pour le 1er mai

Entre l'hôtel de ville de Montréal et le club privé situé au 357, rue de la Commune Ouest (Club 357C), il y a exactement 1,2 kilomètre. Plus ou moins 1 200 pas. Tout au plus dix minutes de marche à une cadence normale. Moins de cinq minutes en limousine.

C'est la distance qu'un élu ou un fonctionnaire de la Ville de Montréal doit franchir pour passer de son bureau aux salons privés où il est invité à partager cocktails et petits fours avec divers personnages de l'industrie et du commerce tout en dressant des plans louches pour fourrer le pauvre monde qui paye son salaire.

La distance est plus grande si l'on part de l'Assemblée nationale, mais la crapulerie y est identique et l'appât du gain permet de la franchir très rapidement... Le 357C, c'est un bunker... le chaînon manquant entre la mafia, les entrepreneurs et les politiciens !

La commission Charbonneau a mis en lumière les centaines de rencontres ayant eu lieu à cet endroit entre certainEs députéEs du Parti libéral du Québec (PLQ), des décideurs du milieu municipal et plusieurs figures notoires des stratagèmes de financement illicite des partis politiques et d'attribution arrangée de contrats publics. Tony Tomassi et l'ancienne sinistre de l'Éducation Line Beauchamp ont été pointéEs du doigt et mollement chicanéEs pour leur « indiscrétion[1] ». Le premier a perdu la face et est tombé en disgrâce. La deuxième s'est pathétiquement défendue, mais avait déjà quitté la fonction publique au moment où *la marde a vraiment pogné dans le ventilateur*. La ribambelle de ripoux de l'administration municipale qui ont fricoté de près ou de loin avec des personnages louches proches du crime



organisé sont trop nombreux pour qu'on en dresse la liste complète[2]. Mais les crosseurs du PLQ et d'Union Montréal ne sont pas les seuls à s'être laissé tenter par le chant des sirènes et le luxe ostentatoire du sélect Club 357[3].

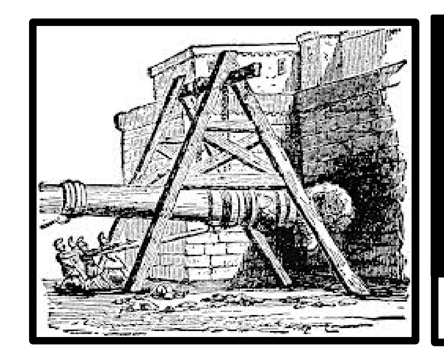
Pauline Marois. Jean-François Lisée. Réjean Hébert. Nicolas Marceau. Ces noms vous disent quelque chose ? Toutes ces grosses pointures du Parti québécois (PQ) ont avoué se l'être coulée douce au 357C à un moment ou à un autre. Marois peut bien dire qu'elle n'y est pas allée « pour se faire acheter » et Lisée a beau fanfaronner[4], personne n'est dupe de la *game* qui se joue derrière les lourdes portes de ces clubs réservés aux riches et aux puissants. Et que dire de l'inepte François Legault qui, selon un article du *Globe & Mail*[5], aurait carrément décidé de créer la Coalition Avenir Québec (CAQ) suite à une rencontre avec son mentor Lucien Bouchard... au 357C ?

Daniel Langlois, les millionnaires et leur « culture »

Le fondateur du Club 357C, le richissime Daniel Langlois[6], dit avoir voulu faciliter le rapprochement entre les décideurs et le milieu de la culture. C'est réussi. Il aura contribué à la culture de la collusion, de la corruption et de la grosse crosse sale. Pourrait-on faire arrêter cet hypocrite et opportuniste de Langlois pour crime par association ? C'est bien ce que plaident les flics pour justifier leurs arrestations de masse et préventives dans les manifestations...

Ouvert en septembre 2002, le 357C comptait sept ans plus tard quelque 530 membres, qui devaient chacun payer une carte d'adhésion de 3 600 $ par année. C'est le prix à payer pour se rencontrer en paix, ni vu ni connu. Un cocon doré pour faire des affaires en or ! Les administrateurs du club préservent d'ailleurs jalousement l'anonymat de ses membres. On peut tout de même en imaginer le portrait : majoritairement mâle, blanc, riche et grisonnant. La caricature de l'ostie de crosseur capitaliste !

Cet établissement s'inscrit dans la tradition des clubs privés qui, ici comme ailleurs, permettent à la bourgeoisie de manigancer à l'abri des regards. Seulement à Montréal, on a eu les Club St-Denis, St.James Club,



Coup de bélier !

Coup de bélier : comme dans l'expression « défoncer les institutions capitalistes à coup de bélier ! »

Le journal de la CLAC-Montréal ★ Convergence des luttes anticapitalistes ★ Printemps 2013

✹ Suite de Pourquoi nous visons le Club 357C

Mount Stephen Club, Mount Royal Club, Montefiore Club, Beaver Club… Le bras droit de Langlois dans la gestion de ce havre de fraudeurs est Mark Brennan, un ex de la Banque nationale et de la Bourse de Montréal. La compagnie gestionnaire du Club est Propriétés Terra Incognita Inc., spécialisée dans le design, la construction et l'exploitation de centres culturels et de divertissement.

Cette maison de passe (-moi du cash !) qu'est le 357C représente donc fidèlement la « culture » du secret et de la collusion qui caractérise le chevauchement de la classe possédante, de la classe politique et du crime organisé. Nous n'avons aucune raison de tolérer ce genre de repaire de crosseurs. Et nous avons toutes les raisons de nous révolter.

À un moment donné, ça suffit !

Il ne s'agit pas de succomber à la théorie du complot, mais de reconnaître la *réalité* du complot qui se perpétue jour après jour, année après année, décennie après décennie. **Ce complot se nomme ploutocratie : le gouvernement des riches pour les riches.** C'est-à-dire la forme de gouvernement qui sied naturellement au système capitaliste. Pour justifier l'exploitation et l'injustice, les ploutocrates ont *toujours* opéré sur le mode du mensonge, de la corruption, de la manipulation et de la violence systémique.

La fameuse thèse de la pomme pourrie, si chère à l'ordre établi, la fable commode selon laquelle les quelques crosseurs qui se font pogner sont des exceptions et ne reflètent pas vraiment la classe politique dont ils font partie, ne tient tout simplement pas la route. **La collusion, le copinage et les magouilles de toutes sortes ne sont pas l'exception : ce sont les règles élémentaires du jeu capitaliste.**

La crise sociale sans précédent qui a secoué le Québec en 2012 a plus que jamais montré au grand jour tout le mépris de la classe politique à l'endroit des revendications légitimes de la population. Le PLQ n'a rien su faire de mieux que de jeter de l'huile sur le feu et il en a payé le prix aux élections.

Arrivé au pouvoir, le PQ s'est empressé de montrer la profondeur de sa propre fourberie en trahissant tous ses engagements un après l'autre et en passant un budget antisocial. Après avoir *flashé* à gauche, le PQ ne s'est pas contenté de tourner à droite : il a reculé à droite ! Ce n'est d'ailleurs pas étonnant que Marois affirme que la crise sociale est « derrière nous », puisqu'elle recule à toute vapeur dans sa direction !

Les élites, qu'elles tirent les ficelles à l'hôtel de ville, à l'Assemblée nationale ou à la Chambre des communes, ne servent qu'un seul et même maître : le Grand Capital. Que ce soit Harper qui s'en prend aux chômeurs et chômeuses et aux Autochtones, Marois qui s'en prend aux étudiantEs et aux assistéEs sociaux ou les ripoux de l'administration municipale qui s'en foutent plein les poches, c'est toujours les mêmes qui fourrent et toujours les mêmes qui se font fourrer.



Contre la violence de leur mépris, la force de notre solidarité !

Lorsqu'on se tanne, qu'on sort dans la rue, qu'on fait du bruit et qu'on brasse un peu la cage, écœuréEs de se faire niaiser, de l'austérité, de l'iniquité, de la violence du système et de l'impunité, les crosseurs en haut de la pyramide libèrent leurs chiens de garde pour nous tabasser, nous faire taire et nous criminaliser. **Mais nous ne nous tairons pas !**

Le 1er mai prochain, lorsque la police déploiera toutes ses forces autour du Club 357C pour épargner les crosseurs de la juste colère des travailleurs et travailleuses, des étudiants et étudiantes, des précaires, des pauvres et des écœuréEs du système capitaliste, lorsqu'elle sortira son arsenal et fera valoir ses règlement iniques pour étouffer la contestation et nier le droit fondamental de manifester, il sera plus clair que jamais qui elle sert et qui elle sert à réprimer.

Le 1er mai prochain, ne laissons pas les capitalistes et leur milice nous intimider et nous diviser. Soyons solidaires, soyons uniEs et soyons enragéEs !

Le 1er mai prochain, marchons ensemble les 1 200 mètres hautement symboliques qui séparent l'hôtel de ville du Club 357C. Allons porter directement notre colère aux responsables de la misère !

Aujourd'hui et à tout jamais :
À BAS LE CAPITALISME !

1- http://bit.ly/X06xdi

2- Les noms de Paolo Catania, Frank Zampino, Robert Marcil, Bernard Trépanier, Daniel Gauthier, Bernard Poulin, Michel Lalonde, Rosaire Sauriol, Stéphane Harbour, etc., sont à tout jamais associés à l'infamie des révélations de la commission Charbonneau.

3- http://www.le357c.com/

4- http://bit.ly/171EfmO

5- http://bit.ly/XfSx1u

6- Sa fortune personnelle (outre la valeur de ses compagnies) serait d'environ 100 millions $. Fondateur de SoftImage, qui a fait sa fortune, et ex-directeur de l'EX-Centris, Langlois est aussi président de DigiScreen, Media Principia et Digimart. Il est aussi président du conseil de Pixman Corporation.

Autorités corrompues et conservatisme : d'une grande noirceur à une autre

La Grande Noirceur, c'était seulement il y a 60 ans, vous croyez ? Si on fait fi de la distance temporelle, les points de ressemblance abondent pourtant entre le gouvernement incarné par Duplessis et celui de Stephen Harper. Culte du chef, valeurs conservatrices, marketing électoraliste et collusions sont monnaie courante dans les deux régimes. Ces dynamiques politiques mettent en lumière que les problèmes d'aujourd'hui ne sont pas conjoncturels, mais bien structurels.

Premier lieu commun à déboulonner au plus vite : ce n'est pas parce que c'était « pire avant » qu'il faut s'attendrir dans les luttes contemporaines ! Certes, les conditions économiques et sociales se sont améliorées en un demi-siècle en Occident, mais les mêmes structures et mécanismes d'oppression sont toujours à dépasser. Bref, pour paraphraser Richard Desjardins : « Avant ils nous exploitaient 20 fois ; aujourd'hui ils nous exploitent 10 fois ! » (et exploitent 100 fois : la Chine, l'Afrique, l'Amérique latine…).

Il n'y a pas d'alternatives ?

Une première noirceur à chasser est celle de l'enfermement idéologique. En 1953, comme en 2013, le même argument fataliste revient selon lequel l'ordre social actuel serait de loin le plus équilibré, le plus stable. Cet argument justifie ainsi les hiérarchies et les inégalités de toutes les époques en prétextant que c'est le mieux que peut offrir l'« humanité ». Plus directe, l'ancienne première ministre britannique Margaret Thatcher évoquait cette fabrication du consentement et de l'abnégation en affirmant : « Il n'y a pas d'alternatives ».

Or, des alternatives, nous savons qu'il y en a un paquet. Certaines sont déjà présentes à un niveau plus local ou communautaire, beaucoup sont atrophiées par les cadres économiques, politiques, patriarcaux et légaux. Parfois, il est difficile d'imaginer un autre type de société que la nôtre, mais qui aurait pu imaginer dans les années 1950 que le Québec serait débarrassé d'un système fort, vieux et omniprésent – la religion – en moins de 30 ans? Ne perdons pas espoir… et accélérons plutôt la chute des noirceurs qui nous entourent !

Partis politiques : vampires du pouvoir

D'ailleurs, si la religion a relâché son emprise sur nos vies, c'est tout le contraire des partis politiques ! Ces créatures rampantes assoiffées de votes sont malheureusement encore et toujours au cœur de la vie « démocratique ». Par leur nature même, les partis politiques ont une logique bien précise et distincte : celle de conquérir le pouvoir, et ce, en utilisant tous les moyens possibles, même les plus douteux. Cette obsession pour l'obtention du pouvoir est aussi pernicieuse que la recherche incessante de profits du système capitaliste. Elle oriente et balise les comportements dans certaines directions plutôt que d'autres. Elle réduit du même coup de façon considérable les autres alternatives : démocratie directe, autogestion, coopérativisme, mutualisme, tribunaux populaires…

Les partis politiques forment ainsi la deuxième noirceur à chasser encore aujourd'hui. Un des comportements liés à la démocratie des partis politiques est d'ailleurs aussi présent aujourd'hui qu'à l'époque de Duplessis : c'est celui du culte du chef. Par exemple, nous employons de moins en moins les termes *Parti québécois* ou *Parti conservateur* en temps d'élections. On emploie plutôt des expressions comme *l'équipe Marois, l'équipe Harper*… L'importance démesurée que prennent les chefs ou les porte-paroles conduit à la croyance selon laquelle les succès politiques s'articulent autour de leaders charismatiques plutôt que sur le travail – souvent invisible – d'information et de mobilisation. Leurs succès politiques (ou plutôt électoraux !), les partis les doivent plutôt à la force de leurs machines électorales et à leur marketing politique. Leur travail politique est ainsi peu ou pas dirigé vers l'émancipation et l'autonomie, mais bien davantage vers le contrôle de l'imposant appareil étatique.

Corruption et pouvoir vont si bien ensemble…

Qui dit contrôle du pouvoir dit inévitablement… corruption. Pour les anti-autoritaires, cette équation n'a rien de surprenant, car la corruption est INSÉPARABLE du pouvoir. Elle n'en est pas une dérive ou un abus, mais y est indissociablement liée. On aura beau faire des commissions d'enquête et adopter de nouvelles règlementations pour l'encadrer, la corruption trouvera toujours des moyens – souvent plus discrets – de les contourner.

Il est d'ailleurs ironique de rappeler que la carrière politique de Maurice Duplessis s'est construite par la mise en lumière de la corruption de son prédécesseur, le libéral Louis-Alexandre Taschereau. Son parcours politique s'est ensuite consolidé par la collusion et des machines électorales invincibles, puis s'est achevé avec le scandale de 1958… à propos de profits entourant la vente du réseau public de gaz naturel à des intérêts privés.

Autres temps, autres mœurs, vous dites ? Au-delà des différences qui nous séparent d'un passé encombrant, les ressemblances entre aujourd'hui et les années 1936-1959 nous rappellent qu'il faudra davantage que des révolutions tranquilles pour mettre un terme aux écueils du capitalisme, de l'État et du patriarcat !



✶Table des matières



Pour une manifestation anticapitaliste le 1er Mai

Suite aux récentes manifestations qui se sont soldées par des arrestations massives à Montréal, il est évident que le droit de manifester est gravement menacé. La manifestation contre la brutalité policière du 15 mars dernier et les dernières manifestations organisées par les étudiantEs pour dénoncer la marchandisation de l'éducation ont été interdites avant même qu'elles se soient mises en branle. Ce qui a eu pour résultat l'interpellation d'un nombre impressionnant de manifestantEs qui se sont vu remettre un constat d'infraction de plusieurs centaines de dollars en vertu du règlement P-6 de la Ville de Montréal. Ces incidents marquent un changement de stratégie pour le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), qui semblait en fait attendre un prétexte, comme le fait de prendre la rue dans le sens contraire de la circulation ou le bris d'une vitre, pour intervenir.

Il est évident qu'il s'agit d'une attaque contre le droit de manifester, qui est d'ailleurs ouvertement nié par les représentants du SPVM. Par contre, pour nous, il s'agit surtout d'une attaque contre cette forme d'expression d'une juste colère contre le système que constitue la manifestation spontanée dans la rue. Dans ce contexte, nous devons nous adapter afin d'être toujours plus efficaces dans notre lutte contre ce système liberticide. Aussi, notre objectif immédiat reste résolument le même, soit de remettre en cause le système actuel en organisant une manifestation anticapitaliste le 1er mai prochain.

Les policiers ont précisé qu'ils n'hésiteraient pas à interdire la manifestation et à procéder à des arrestations musclées :
- si le trajet de la manifestation ne leur est pas divulgué;
- si des manifestantEs masquéEs sont aperçuEs dans la foule;
- si les pancartes et les drapeaux des manifestantEs tiennent sur des bâtons, qu'ils considèrent comme une arme offensive.

Bien sûr, nous dénonçons avec vigueur ces exigences teintées de fascisme, qui ne sont pas sans rappeler les dictatures militaires. Nous devons nous rappeler que le SPVM, bras armé du pouvoir en place, n'est là que pour appliquer les directives politiques de l'élite bourgeoise. Il faut comprendre que, quand la bourgeoisie est attaquée, elle n'hésite pas à remettre en cause avec force les droits et les acquis démocratiques que plusieurs générations de militantEs ont réussi à lui arracher par la force.

Justement, pour nous, ce qui importe, c'est de lutter, d'être présentEs dans la rue pour affirmer haut et fort que nous avons raison de nous révolter. Nous refusons donc de collaborer avec le SPVM, mais nous n'avons rien à cacher. Notre message anticapitaliste a toujours été explicite et nous ne le renierons pas aujourd'hui.



Concernant l'endroit où nous nous rendons, nous n'avons aucun problème à l'annoncer publiquement, puisque de dénoncer ce symbole capitaliste fait partie de notre démarche visant à démontrer que le capitalisme et le crime organisé, c'est du pareil au même ! Ainsi, que ce soit sans équivoque pour tout le monde : nous partons de la place Jacques-Cartier à 18 h tapant et nous avons l'intention de nous rendre au « fameux » club privé de la bourgeoisie québécoise, le 357C, situé au 357, rue de la Commune Ouest. Cette information est affichée publiquement dans notre matériel de mobilisation et sur notre site Internet.



En ce qui concerne les manifestantEs masquéEs, il n'est pas question pour nous de dicter à qui que ce soit la façon dont il ou elle désire se protéger du risque d'être prisE en photo et fichéE, ou tout simplement du poivre de Cayenne et des gaz irritants que les policiers utilisent sans discernement. De toute façon, à ce stade-ci, quiconque s'intéresse au droit de manifester est parfaitement conscient de cet aspect du règlement anti-manifestation. Par contre, nous pouvons encourager les gens à faire comme nos camarades européenNEs qui sont confrontéEs à des règlements semblables. Nous conseillons aux manifestantEs, s'ils et elles le désirent, de s'habiller de noir, de porter une casquette et d'énormes lunettes fumées, ainsi qu'un foulard qui ne dépasse pas le menton. De cette façon, ils et elles ne seront pas masquéEs, mais toujours difficiles à identifier.

Pour ce qui est des bâtons qui servent à tenir pancartes et drapeaux, nous invitons les gens qui marcheront à nos côtés à faire preuve d'imagination puisqu'il semble fort probable que les policiers tenteront de les confisquer et que toute résistance, même verbale, risque d'entraîner une arrestation. Leurs slogans peuvent donc être reproduits sur des bannières de côté, ce qui peut par ailleurs contribuer à les protéger des policiers qui ont tendance à vouloir traverser la foule en poussant les gens et en distribuant des coups de matraque aléatoirement, quand ce n'est pas pour procéder à des arrestations tout aussi aléatoires. Les gens peuvent aussi faire d'énormes bannières s'adressant directement aux hélicoptères des médias et des forces de l'ordre bourgeois. Et pourquoi ne pas transformer vos pancartes en boucliers afin de vous protéger des tirs de grenades assourdissantes et de gaz irritants qui se font toujours en haut de la ceinture et de plus en plus souvent à la hauteur du visage ?

Cette réponse aux forces répressives, chiens de garde de l'élite politique et économique, démontre que nous pouvons nous adapter dans notre lutte contre le capitalisme. D'une certaine façon, malgré la répression, nous avons l'obligation morale de continuer à organiser une manifestation anticapitaliste pour le 1er Mai, journée internationale de tous ceux et toutes celles qui remettent en cause le capitalisme et osent encore lutter et se révolter contre lui. Rien ne nous empêchera de dénoncer ce règlement anti-manifestation qui a vraisemblablement pour but de réduire encore plus notre droit à remettre en cause le système capitaliste.

Nous voulons que ce soit bien compris par touTEs nos alliéEs et camarades : nous ne remettons aucunement en cause le principe de respect pour la diversité des tactiques. Ce principe, nous allons toujours le défendre. Notre attitude ne doit pas non plus être perçue comme une collaboration avec ce système que nous contestons et que nous continuerons à dénoncer tant et aussi longtemps que nous existerons ou qu'il existera. Par contre, nous avons l'obligation, en tant que militantEs anticapitalistes, de nous adapter aux différentes tactiques policières et autres lois et règlements bourgeois afin de poursuivre ouvertement la lutte contre le système capitaliste.

Nous savons pertinemment que les policiers utiliseront tous les moyens dont ils disposent pour empêcher et briser notre manifestation, puisqu'ils ne reconnaissent même pas le droit de manifester. Pour eux, et pour toutes les forces réactionnaires qu'ils défendent, la liberté d'expression se limite au droit de se plaindre tout seul devant son téléviseur. Reste à voir quels stratégies et arguments ils utiliseront encore pour étouffer nos cris. Mais qu'ils se le tiennent pour dit, rien ne nous empêchera de prendre la rue pour exposer à la face du monde, car nous n'avons rien à cacher, notre haine du capitalisme.

Nous partirons de la place Jacques-Cartier à 18 h tapant pour nous rendre au 357C. Ne nous laissons pas intimider, soyons présentEs à l'heure et en grand nombre!

CLAC, comité 1er Mai

Crise globale, solutions atroces

Nous sommes en crise : « Dans l'ensemble des États-Unis, 21 municipalités sont tombées en défaut de paiement depuis un an, notamment Stockton en Californie et Central Falls au Rhode Island[1] », sans parler de Détroit. C'est l'hécatombe partout sur la planète. C'est l'hécatombe dans toutes les sphères sur lesquelles les élites politiques et économiques peuvent mettre la main. Pour redémarrer l'économie, on mise sur l'impérialisme, la guerre et on s'assure de créer l'instabilité qui profitera bien aux multinationales d'armement et aux pétrolières. Ici, en plus d'avoir un pays qui contribue à l'effort de guerre, Harper, Marois et Lisée négocient des accords de libre-échange. Ces accords profiteront certainement aux compagnies pharmaceutiques et au secteur énergétique, entre autres, tout en accélérant notre appauvrissement… comme d'habitude.

Tout est en crise : l'économique, l'écologique, l'idéologique…

- **L'économique** : crash boursier de 2007-2008 causé par la spéculation des banques sur les *subprimes*. Une quantité phénoménale de travailleurs/travailleuses ont perdu leur maison et tout ce qu'ils et elles avaient. Encore aujourd'hui, certaines mesures d'austérité servent à trouver de l'argent afin de renflouer les banques (comme à Chypre actuellement). Ici aussi on pratique l'austérité au nom de l'équilibre budgétaire, pour payer le fameux déficit[2]…

- **L'écologique :** marée noire dans le golfe du Mexique causée par British Petroleum (BP). Les dispersants chimiques employés pour « régler » le problème polluent aussi. Explosion dans un réacteur nucléaire à Fukushima, à cause de Général Électrique (GE) qui a construit cette centrale (et qui est aussi un fabricant d'armes). Une foule de personnes ont été forcées d'évacuer leur village. Ici, les sables bitumineux continuent à tout détruire : l'air, l'eau, les terres autochtones... et par conséquent les animaux[3], etc.

- **L'emploi** : chômage généralisé en Espagne, en Grèce… Suicides et immolations de chômeurs/chômeuses devant des bureaux gouvernementaux ou d'entreprises privées[4].

- **Les institutions** : des États au service du capital et des institutions qui baignent dans la collusion avec les élites économiques. Guerres incessantes en Lybie, au Mali… la guerre devient une routine. Les mots « défendre la démocratie » deviennent de plus en plus absurdes. Le FMI nous rit en pleine face. Il paraît que les pseudo-meilleurEs économistes de la planète (ceux/celles du FMI) viennent de se rendre compte que l'austérité, ça ne marche pas! Pas besoin d'être bon en maths pour savoir que ça ne marche pas[5]… L'exemple de la crise argentine du début 2000 l'a bien démontré, bande d'hypocrites!

- **Crise des dépenses en sécurité** : investissements dans du nouveau matériel de police et militaire *hi-tech* (drones, exosquelettes[6], etc.). Pendant que le peuple croule sous l'austérité et le chômage, Loockheed Martin fait des profits d'environ 3 milliards de dollars en 2012[7]! Harper cherchait justement à leur acheter 65 F-35 pour 45 milliards de dollars[8]… et la police de Québec s'est procuré un nouveau véhicule blindé tactique à un demi-million de dollars[9] !



« We never forget who we're working for »
- devise de Loockheed Martin

- **Crise des solutions** : montée de l'extrême droite en Grèce (Golden Dawn), en Europe de l'Est… Attentat de Behring Breivik, un militant de l'extrême droite en Norvège. Antiféministe, sioniste et islamophobe notoire[10], il prétend que les militantEs du Parti travailliste qu'il a tuéEs ne soutenaient pas Israël et défendaient trop les Arabes ! Au début du XXe siècle, l'extrême droite était antisémite. Maintenant, il y a aussi une extrême droite sioniste et islamophobe. On change un racisme pour un autre. Pas surprenant de voir Harper si proche du B'nai Brith[11] (lobby et mouvement religieux composé exclusivement de sionistes).

Téléviser des « victoires », faire des guerres qui en créent d'autres

Aujourd'hui, les États-nations sont plus que jamais réduits à l'insignifiance. Il faut regagner de la crédibilité en tuant des « coupables » pour les faire taire rapidement : assassinat de Ben Laden au Pakistan, sans l'accord de ce pays et sans procès ; assassinat de Kadhafi, dans un scénario aussi bâclé. Les noms BP et Total auraient pu être écrits sur les véhicules de l'OTAN qui ont envahi la Libye, tellement cette mise en scène pseudo-pour-les-droits-humains était liée aux pétrolières… Nous connaissons les richesses dans le sous-sol des pays d'Afrique : « Total pourrait d'ailleurs être le grand gagnant de la nouvelle donne. Le Conseil national de transition (CNT) n'aurait pas hésité à promettre, il y a quelques semaines, un tiers du pétrole libyen à la France[12].»

Et… et.. et… une guerre au Mali ! C'est n'importe quoi ! Le conflit au Mali est dû à l'instabilité de la Libye que l'OTAN a créée en aidant le CNT à faire son coup d'État. Les armes des « islamistes » au Mali sont des M40 livrés par l'OTAN aux rebelles libyens[13] !

On arme Ben Laden et il se retourne contre nous. On arme les nomades du désert et ils attaquent le Mali. Et maintenant, on arme les rebelles fondamentalistes religieux de la Syrie. Qu'est-ce qui nous attend ? Tout ce colonialisme, cet interventionnisme sont intimement liés à la nécessité du capitalisme de continuer à rouler quand sa croissance diminue, quand on est en crise. L'industrie de l'armement est en pleine expansion, pendant que le peuple s'appauvrit et que le fossé entre les riches et les pauvres s'agrandit à une vitesse grand « V »[14] !

Solution à la crise ici : voler les Autochtones et enrichir les pharmaceutiques

Au Canada, on négocie des accords de libre-échange. Serait-ce dans le but de diversifier nos partenaires économiques, pour « compenser » une potentielle aggravation de la crise aux USA[15] ? Harper signe un traité avec la Chine, malgré l'opposition des Autochtones : « Dans des documents déposés en cour à Vancouver, la Première Nation Hupacasath fait valoir que l'Accord Canada-Chine sur la promotion et la protection de l'investissement étranger (APIE) mettrait en péril ses droits ancestraux sur les ressources, qui seraient alors sujettes à l'investissement étranger[16]. » Malgré tout, ce traité est entré en vigueur le 1er novembre 2012. Le colonialisme se poursuit.

De plus, Harper, Marois et Lisée ne cessent de vanter les bienfaits de l'Accord économique et commercial global (AECG) qui se trame avec l'Union européenne. Ils-elles ne mettent pas l'accent sur le fait que cet accord permettra aux compagnies pharmaceutiques d'empêcher les régimes d'assurance-maladie publics d'acheter des produits génériques. Acheter les pilules originales brevetées (non génériques), coûtera des milliards de dollars de plus pour notre système de santé. Et maintenant, la province se défend en disant que ce sera le fédéral qui nous enverra l'argent pour compenser l'augmentation des coûts[17]. Ce qui revient à quatre trente sous pour une piastre, puisque l'argent du fédéral provient autant de nos impôts. Cet argent ira directement dans les poches de Pfizer,



(suite de la page précédente)

GlaxoSmithKline Inc., Gilead Sciences (qui a appartenu entre autres à Donald Rumsfeld et qui produit le Tamiflu contre la grippe aviaire[18]) et d'autres pharmaceutiques qui se préoccupent beaucoup moins de notre santé que de leurs profits.

En conclusion…

La crise n'a pas commencé en 2008. C'est en Angleterre, quelque part au XVIe siècle, que le capitalisme et ses crises ont commencé. C'est alors qu'une violente vague d'expropriation de paysanNEs des terres communales, des terres accessibles à tous et toutes, ont eu lieu. Pourquoi ? Parce que le capitalisme, c'est la propriété privée (l'*enclosure*) et la croissance infinie (le développement). Il fallait donc que ces terres appartiennent à de grands propriétaires terriens qui auraient la vision productiviste de l'agriculture que John Locke[19] avait mise de l'avant.

Un système économique qui a été créé sur l'expropriation est un système économique dont les assises mêmes sont pourries. Pas surprenant que les crises soient incessantes. Pas surprenant non plus que les solutions soient le déclenchement de guerres et l'imposition d'accords et d'institutions internationaux qui assurent la concentration des richesses. Le capitalisme, c'est la crise, la mort, l'exploitation, le mensonge, la misogynie, la destruction de l'environnement, le colonialisme, l'interventionnisme... Il faut scrapper les engrenages de ce rouleau compresseur, avant que la planète ne soit aplatie et uniforme entre leurs mains! Le 1er mai, venez manifester votre colère!

1- http://huff.to/165DrKA
2- http://bit.ly/173SqIb
3- http://bit.ly/10nY2rB
4- http://bit.ly/10nY4j9
5- http://bit.ly/11YrK7P
6-www.youtube.com/watch?v=y1CeBOWm67A
7- Soit 683 millions multiplié par 4 (4 trimestres en un an) : http://bit.ly/10nY9Dp
8- http://bit.ly/YI5CFm
9- http://bit.ly/108kAxz
10- fr.wikipedia.org/wiki/Anders_Behring_Breivik
11- http://bit.ly/16uwyVc
12- http://bit.ly/X2pPid
13- http://bit.ly/YYBAmG
14- policyalternatives.ca/projects/growing-gap
15- « La diversification de nos importations et de nos exportations est un signe de plus grande robustesse de notre économie. Nous ne sommes pas à la merci des fluctuations économiques d'un seul partenaire. » Jean-François Lisée : http://jflisee.org/diversifier-notre-economie
16-http://bit.ly/1115fAI
17- http://bit.ly/10nYI5G
18- http://fr.wikipedia.org/wiki/Donald_Rumsfeld
19-Ellen Meiksins Wood, *L'origine du capitalisme, une étude approfondie,* Montréal, Lux, p. 172-173.



Un peu de propagande contre la réforme de l'assurance-emploi

La loi mammouth C-38 imposée par le Parti conservateur inclut la réforme de la Loi sur l'assurance-emploi, qui est entrée en vigueur au mois de janvier. Cette réforme touche tous les travailleurs et toutes les travailleuses, mais attaque surtout de plein fouet les travailleurs et travailleuses temporaires, saisonniers/saisonnières et précaires, qui verront leurs conditions de travail se dégrader parce qu'ils et elles utilisent plus souvent l'assurance-emploi. Le gouvernement conservateur, fidèle à ses politiques de droite qui ne profitent qu'aux capitalistes, s'en prend donc encore aux plus précaires et laisse entendre que les gens qui sont au chômage trop longtemps à son goût sont des profiteurs du système. Il veut nous laisser croire que la réforme sert seulement à aider les honnêtes gens à se trouver un travail, tout en nous protégeant des fraudeurs et fraudeuses qui gaspillent nos impôts.

Un des points majeurs de la réforme est le changement dans la définition d'un travail « convenable »[1]. La réforme stipule que, pour les travailleurs et travailleuses qui demandent souvent des prestations à l'assurance-emploi, un emploi convenable deviendra, après sept semaines de prestations, un travail payé à 70 % de leur ancien salaire, même si celui-ci n'est pas dans leur domaine et peut se trouver à une heure de transport de la maison. Ainsi, grâce à la réforme, une personne qui reçoit des prestations d'assurance-chômage ne pourra plus refuser ces emplois dits *convenables*, car elle se fera couper ses allocations. Pour les personnes qui ont des emplois temporaires, précaires ou saisonniers, cela veut dire que les critères des emplois qu'elles seront obligées d'accepter pourront baisser chaque fois qu'elles perdront leur emploi. Elles risquent donc fort de se retrouver avec des conditions de travail de moins en moins bonnes et des salaires de plus en plus bas, qu'elles devront accepter pour survivre, et se retrouveront prises dans un cercle vicieux. Cela aura aussi un effet sur tous les emplois, car les employeurEs ne se gêneront certainement pas pour profiter du fait que les travailleurs et travailleuses sont obligéEs d'accepter des emplois de moins en moins bien payés et perdent ainsi une partie du rapport de force qu'ils et elles ont face aux patronNEs.

De plus, les bénéficiaires de l'assurance-emploi seront beaucoup plus surveilléEs par l'État. En effet, ils et elles devront présenter de plus en plus de preuves qu'ils et elles se cherchent un emploi et passent des entrevues[2]. Le gouvernement a aussi créé *Alerte-emploi*, qui envoie aux chômeurs et chômeuses des annonces pour les emplois dits *convenables* à leur cas particulier. À première vue, ça peut avoir l'air d'une façon d'aider les gens à se trouver un travail, mais comme les gens sont plutôt obligés de s'abonner à ce programme d'emplois *convenables* pour eux, cela devient aussi un outil de contrôle, parce que le gouvernement saura qui a reçu des annonces d'emplois *convenables* et n'a pas postulé. Pour ajouter à cela, des agentEs de l'assurance-emploi font maintenant des visites à domicile pour convoquer les chômeurs et chômeuses à des entrevues, un autre moyen de mettre de la pression sur les gens. Remarquons que même le syndicat de ces agentEs dénonce ces visites[3] parce qu'il a peur que des gens s'en prennent à eux (ça serait tellement dommage !). Aussi, malgré le fait que la ministre des Ressources humaines, Diane Finley[4], ait toujours essayé de le nier, les agentEs ont maintenant des quotas, ou plutôt des « objectifs », selon la ministre, de 485 000 $ chacunE par année à récupérer en coupant les chômeurs et chômeuses « non méritantEs ».

Pour faire mieux passer sa réforme, le gouvernement se justifie donc en disant qu'il s'attaque aux gens qui profitent du système ou qui le fraudent et que ce seront eux qui seront coupés. Nous ne devons pas tomber dans ce piège et nous laisser séparer entre personnes qui « méritent » l'assurance-chômage et celles qui ne le « méritent » pas. Même si, à terme, nous aspirons à abolir le travail salarié, d'ici à ce que nous ayons réussi à transformer radicalement et durablement les rapports économiques, tout le monde mérite un emploi avec un salaire et des conditions de travail décents. Ce que le gouvernement fait, ce sont des menaces économiques pour les personnes qui ne veulent pas accepter des emplois sous-payés avec de mauvaises conditions.



Notre gouvernement se comporte comme une compagnie d'assurance avec les travailleurs et travailleuses, alors que l'assurance-emploi est un droit et un service à la population. Pendant des années, entre 1992 et 2007, les contributions au programme d'assurance-emploi ont été largement supérieures aux prestations, ce qui a permis à Ottawa de dégager d'énormes surplus de 57 milliards de dollars en 15 ans. Pourtant, en 2010, Harper nous apprenait que la caisse de l'assurance-emploi allait accumuler un déficit de 15 milliards au cours des trois années suivantes. Mais où donc

sont passés tous ces milliards ? À partir de 1997, les surplus de l'assurance-emploi ont été détournés pour rembourser une partie de la dette publique de l'État. Cette dette « publique » acquise par des dépenses de dizaines de milliards pour acheter des avions et des bateaux de guerre, pour bâtir toujours plus de prisons pour enfermer les pauvres ou pour financer les banques en « crise »... Cette dilapidation des fonds de la caisse de l'assurance-chômage fut en réalité un gigantesque détournement de fonds ; on a ainsi littéralement volé les travailleurs et travailleuses !

Par ailleurs, fait étrange, en 2009 Harper a gelé les cotisations à l'assurance-emploi. Puis, à peine un an plus tard, son gouvernement a sonné l'alarme dans les médias quant à l'anticipation du déficit de 15 milliards de dollars au cours des trois années suivantes... Et en 2013 est venue sa réforme et les compressions... Cela ressemble étrangement à un massacre planifié d'un programme visant à aider les travailleurs et travailleuses les plus précaires.

Plusieurs manifestations syndicales ont eu lieu cet hiver pour dénoncer cette réforme, surtout dans l'est du pays, où les travailleurs et travailleuses saisonniers/saisonnières, les pêcheurs et pêcheuses et les travailleurs et travailleuses de la forêt, notamment, sont nombreux et nombreuses. Nous devons poursuivre la lutte contre ces nouvelles mesures annoncées par le gouvernement Harper. Mais il ne faut pas oublier que le système capitaliste sera toujours au service du patronat et trouvera sans cesse des moyens pour pousser plus loin l'exploitation de la population. Si l'on veut que l'exploitation cesse, il faut nous débarrasser de ce système !

N.B. : Oubliez ce que vous venez de lire, c'est juste de la propagande syndicale, c'est Harper qui l'a dit[5] !

1- http://bit.ly/ZJTSeI
2- http://bit.ly/Zgo8OH
3- http://bit.ly/YeD9fF
4- http://bit.ly/XUR0f7
5- http://bit.ly/XUM2Pz

L'extractivisme : un modèle d'exploitation Made in Canada



Il est facile d'observer les rouages de l'impérialisme et du colonialisme dans les relations internationales ; le pillage systématique des richesses du Sud par le Nord. Toutefois, examiner ces relations plus attentivement, et particulièrement en termes économiques, permet de bien comprendre le rôle que joue le Canada dans cette structure.

Qu'est-ce que l'extractivisme ?

L'extractivisme est « fondé sur la surexploitation des ressources en grande partie non renouvelables » et vient avec un arsenal de justifications particulières afin de vendre ses projets.

En gros, « extractivisme » vient d'extraction. On retire des ressources (minérales, pétrolifères, agricoles, animales, sylvicoles, etc.) du milieu naturel, puis on les vend sur les marchés internationaux. Cette doctrine économique est basée sur *l'a priori* suivant : *il faut sortir les matières premières et les exporter le plus vite possible, avec le moins de transformation et de manipulation possible.* L'État perçoit en général de maigres redevances alors que les grandes multinationales du secteur minéro-énergétique s'en mettent plein les poches. Le PIB augmente, ce qui sert à faire croire à la population qu'il y a croissance économique et que c'est bon pour tout le monde même si, en réalité, ce modèle crée très peu d'emplois et laisse beaucoup de dévastation derrière lui.

L'extractivisme revient aux notions fondamentales de l'économie de l'offre et de la demande, mais dépend de l'économie financière. En fait, les ressources qu'il se propose d'exploiter ne deviennent intéressantes qu'à partir du moment où les marchés annoncent des prix élevés pour une matière. Évidemment, quand les marchés chutent, les espoirs de développement d'une région ou d'un pays disparaissent aussitôt.

L'extractivisme procède donc à un double processus d'extraction : celui qui consiste à tirer une ressource du sol et celui de l'exportation l'exportation de la ressource en dehors du pays producteur. Le dynamisme de l'économie est alors fondé sur ce duo extraction/exportation. L'extractivisme se borne à identifier ce qui se vend le plus cher sur les marchés internationaux avant de l'extraire et de l'exporter. Ce modèle économique conduit donc en quelque sorte à une re-primarisation des économies, qui deviennent alors très vulnérables face aux fluctuations des marchés mondiaux.

Exit les réflexions sur l'environnement ou sur la répartition des richesses. Selon la dynamique extractiviste, les ressources sont existantes et les acheteurs sont existants. On vend les premières aux seconds le plus rapidement possible et on dégage un profit. C'est la seule équation recevable.

Il est très clair que le Plan Nord s'inscrit dans une telle lignée, mais il faut aussi voir comment le Québec s'est inscrit dans cette logique depuis... toujours. En fait, en 1946, à la suite de la ratification d'un accord par le gouvernement du Québec, « il a été prouvé que le gouvernement recevait des redevances d'environ 11 cents la tonne en comparaison de redevances de 52 cents par tonne demandées par l'État du Minnesota. En comptant toutes les taxes et les gratifications, la population québécoise recevait 30 cents la tonne en comparaison d'environ un 1,25 dollars exigé par l'État du Minnesota[1] ». Depuis ce temps, l'importance du secteur minier a été grandement réduite[2], mais elle reste très grande en comparaison des États-Unis. D'un côté comme de l'autre, on détruit des territoires, pour réduire temporairement le taux de chômage et donner un stimulant à l'économie.

Il ne faut pas oublier que le Canada est l'un des plus importants joueurs dans le secteur minéro-énergétique mondial. En Amérique latine, la très grande majorité des multinationales minières et pétrolières qui imposent des projets d'exploitation des ressources naturelles aux communautés locales et aux travailleurs et travaillEUSEs, sont canadiennes. Le plus souvent, ces entreprises utilisent la répression pour faire taire les opposantEs à leurs projets, en plus de toutes sortes de manigances pour empêcher la syndicalisation des travailleurs et travailleurEUSEs, pouvant aller jusqu'à faire assassiner les leaders syndicaux qui parlent trop fort.

Comment la mécanique économique fonctionne-t-elle ?

Essentiellement, les États-Unis occupent un rôle névralgique dans les opérations productives mondiales : c'est eux qui conçoivent et élaborent les plans et qui établissent les stratégies de mise en marché. Par exemple, un Ipod coûte 144,40 $ à produire outre-mer et est vendu 299 $[3]. Ainsi, pour



(suite de la page précédente)

chaque Ipod vendu, l'Amérique ajoute 154,60 $ et les pays étrangers n'ajoutent que 144,40 $. Bref, cela veut dire que les États-Unis, sans rien toucher, génèrent plus de valeur que l'Asie. De cette façon, les pays qui ont une forte quantité de capitaux restent riches et ceux qui en ont peu restent pauvre. De plus, en augmentant l'endettement des ménages américains (par la facilitation de l'accès au crédit), on peut multiplier la demande intérieure et, ainsi, poursuivre la « croissance » économique.

Par ailleurs, au Québec, le développement continu des ressources hydroélectriques (depuis 50 ans !) était jadis promu sous prétexte que l'énergie était une infrastructure nécessaire au développement de l'industrie. Maintenant on utilise la sauce écolo : « L'énergie, c'est la clé du développement durable sur le territoire du Plan Nord.[4] » Le problème, c'est que le Québec exporte déjà plus de 10 % de l'électricité produite. Dans la perspective extractiviste, c'est l'État qui doit mettre en place les infrastructures dont le secteur privé a besoin pour mener ses projets d'exploitation des ressources (routes, électricité, etc.). Cela signifie que c'est nous qui payons, par le biais des impôts, la mise en place des conditions nécessaires aux projets de ces multinationales, sans même que les populations locales ne soient réellement consultées.

Pourquoi est-ce si mauvais ?

Le principal problème, c'est que les ressources non exploitées se retrouvent essentiellement sur des terres autochtones. Lors de la colonisation initiale, les gouvernements ont tôt fait de signer des ententes avec les autres puissances coloniales. Toutefois, les relations avec les Autochtones n'ont pas été clarifiées sur le territoire « inutilisé ».

Il ne faut pas se cacher non plus que la destruction environnementale est une réponse à un problème économique. Le développement du Nord n'arrive pas sans raison. Le réchauffement climatique faisant fondre les glaces au nord, un passage s'ouvrira entre l'Asie et l'Europe, coupant 5 000 km à la route actuelle des marchandises[5]. Si le Canada réussi à prouver que les eaux lui appartiennent, il aura droit à des redevances, comme le fait présentement le Panama avec le canal du même nom. De plus, de nombreuses autres industries comprennent l'importance des enjeux. Par exemple, l'industrie forestière prévoit de nouvelles zones de coupes plus au nord, puisque les arbres pourront y grandir jusqu'à une taille rentable. Aussi, l'industrie pétrolière vise à rejoindre Prince-George par le biais du Northern Gateway Pipeline, essentiellement pour exporter le pétrole vers l'Asie.

Mais quels sont les objectifs de toutes ces stratégies ? Officiellement, de prévenir le chômage et de continuer la croissance économique. Officieusement, de répondre aux puissants lobbys des compagnies minières, pétrolières et forestières qui veulent à tout prix s'accaparer « nos » ressources.

Toutefois, l'économie ne concerne pas uniquement la production des richesses, mais aussi et surtout leur distribution. On donne encore plus de pouvoir aux entreprises gaspilleuses, coloniales et destructrices de l'environnement, sous prétexte qu'elles « développeront » les régions et créeront de l'emploi, alors que l'histoire nous démontre clairement que ces profiteurs n'ont jamais partagé leurs profits équitablement, qu'ils ont rendu les régions dépendantes et ont trop souvent laissé derrière eux misère et destruction. Il faut donc empêcher la poursuite de tous ces projets coloniaux, parce que non seulement ils ne nous donneront que des miettes, mais surtout, notre richesse ne peut naître que d'une relation harmonieuse avec les êtres humains et l'environnement, dans une perspective à long terme, et d'une prise en charge collective.

1- Michael D. Behiels, *Prelude to Quebec's Quiet Revolution : Liberalism versus Neo-Nationalism,* cité par Alain Gagnon dans *Québec, au-delà de la révolution tranquille.*
2- Voir, pour la période 1960-1990, Simon Langlois, *Recent Social Trend in Quebec, 1960-1990*, chapitre 4, secteur d'activités et pour la période 1990-2013, http://bit.ly/11YR01E, ou encore http://bit.ly/16o3ZIV
3- Exemple tiré de http://bit.ly/10p13YC
4- http://bit.ly/10aiLAf, p 53.
5- http://bit.ly/113q7XG (à la toute fin)
6- http://bit.ly/YZGIw3

« Les ressources naturelles »

Est-ce qu'un jour « il n'y aura plus de pétrole » ? La réponse est simplement non. Il y a toutes sortes de sources secondaires de pétrole qui ne sont pas comptabilisées dans les réserves, pour la simple et bonne raison qu'elles sont beaucoup plus dispendieuses à extraire que les prix du marché. Par exemple, la production et l'exportation des sables bitumineux ou l'exploitation des gaz de schiste ne se font que lorsque les prix du pétrole sont très élevés[6]. Ainsi, plus les prix des ressources naturelles continueront d'augmenter, plus de nouvelles méthodes d'extraction pourront être utilisées. De plus, l'augmentation drastique de la demande provenant de l'épuisement des formes conventionnelles d'extraction d'un minerai permet d'augmenter la marge de profits des capitalistes. Le paradoxe réside dans le fait que plus la ressource est rare, plus le prix monte ; plus il monte, plus on veut l'exploiter. Ainsi, selon la logique capitaliste extractiviste, plus on approche de la fin des ressources, plus on accélère le processus d'exploitation de celles-ci. Même si cela semble fou, en fait, les multinationales pétrolières en sont actuellement à exploiter le plus vite possible les sources conventionnelles de pétrole, afin de pouvoir épuiser les stock se trouvant principalement dans des pays du Sud. Ainsi, elles pourront passer à l'exploitation de sources non conventionnelles, comme les sables bitumineux et les gaz de schiste, afin d'augmenter leur contrôle sur les sources énergétiques mondiales et leur marge de profits, grâce à la rareté.



La crise, l'austérité, et la reprise en charge de nos communautés

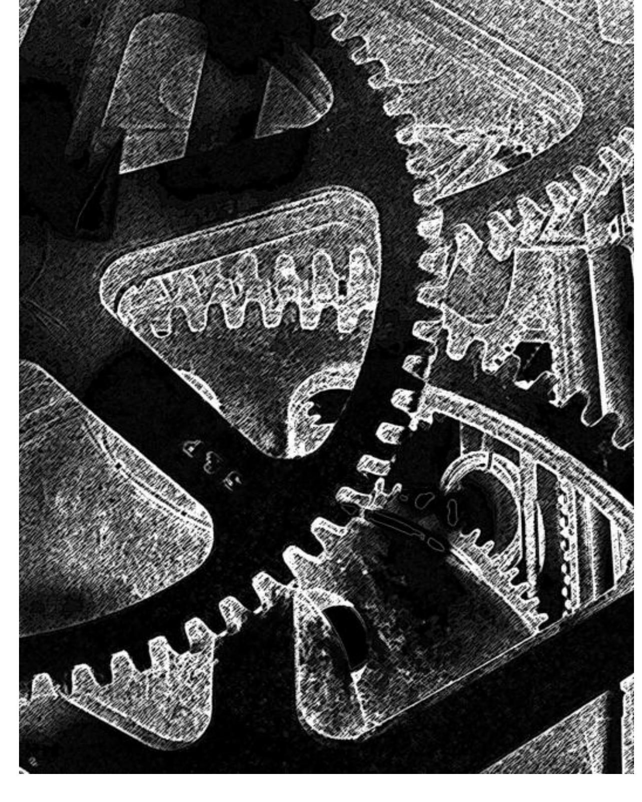
Partout dans les pays occidentaux, la réponse à la crise de 2007 a été l'austérité. Ce fut un échec retentissant : la compression des dépenses publiques a entraîné une augmentation de la pression sur les populations, menant à une grande vague de mécontentement populaire, entre autres, en Espagne, en Grèce, en Irlande. La même chose se produit au Canada, mais il faut juxtaposer les politiques fédérales et provinciales pour comprendre l'ampleur de l'austérité. Les coupures du fédéral sont assez grandes pour inquiéter même les agences de notation. Même chose du côté provincial, où l'on augmente toutes les formes de taxations non progressives : Hydro-Québec, frais de scolarité, taxe sur les cigarettes et l'alcool. Mais est-il possible de lutter contre l'austérité d'une manière qui nous libère réellement et durablement ?

L'État comme organe de sortie de crise ?

La réponse typique à une crise semble être un plus grand investissement de l'État dans l'économie ou la création de plus de chantiers publics pour stimuler l'économie. Mais le but devrait plutôt être de se sortir de la crise en se sortant du capitalisme. Essentiellement, les sociétés d'État sont structurées de manière hiérarchique et centralisée, et poursuive des missions capitalistes : la Caisse de dépôt pour faciliter l'investissement, Hydro-Québec pour faciliter l'accès aux entreprises à de l'électricité abordable, etc. De plus, comme elles sont facilement reconfigurables par l'État, il semble qu'au fur et à mesure que ces organisations évoluent, on coupe les parties non rentables, les parties qui ne contribuent pas directement au système économique. Pire, les conseils d'administration des différentes sociétés d'État servent essentiellement de lieux de réseautage pour les élites économiques, les hauts fonctionnaires et les acteurs municipaux. Cette intégration les force à adopter une culture d'entreprise et augmente grandement les risques de collusion entre des secteurs connexes, par exemple, l'influence de Gaz Métropolitain au sein d'Hydro-Québec.

La centralisation des ressources se traduit aussi par une énorme perte de contrôle populaire. Essentiellement, on a donné à des organisations la tâche de gérer des pans entiers de l'économie : la SODEC dans la culture, Hydro et Gaz Métro dans le secteur de l'énergie, la Caisse de dépôt dans le secteur des investissements et des subventions aux entreprises. Ainsi, l'État peut, par exemple, permettre des hausse d'électricité pour renflouer ses coffres ou bien faire moins de gagnantEs à la loterie. Si bien que l'impôt des entreprises au Québec est plus faible que les revenus générés par les sociétés d'État. De plus, l'État est déjà le plus gros employeur au Québec, et bien qu'il offre des conditions de travail presque décentes, il demeure basé sur un modèle loin de permettre l'émancipation de chacunE.

Essentiellement, le débat sur la crise porte sur les régimes de propriété, autour de la dichotomie «public-privé», alors que les deux tentent de s'enrichir sur le dos des travailleurs et travailleuses. Il semble



nécessaire d'explorer d'autres formes d'infrastructures si nous voulons vraiment les qualifier de publiques, soit appartenant à tous et toutes.

Prenons-nous en main !

Parce que nous ne voulons pas faire la révolution pour travailler dans des bureaux gouvernementaux, il faut penser à des alternatives aux régimes de propriété existants.

Par exemple, prenons les coopératives de solidarité régionales. La coopérative de solidarité comporte des membres travailleurs-travailleuses, des membres utilisateurs-trices et des membres de la communauté. Ainsi, si les utilisateurs et utilisatrices des services d'une entreprise se sentent léséEs, ils et elles ont accès aux rapports financiers de l'organisation, et ont un droit de proposition et de vote aux assemblées générales. Il s'agit d'une façon de créer des entreprises ancrées dans leur communauté, et dont toutes les décisions les concernant sont prises par les personnes affectées par leurs activités. De nombreuses coopératives de travail existent à Montréal, avec un succès relatif, mais qui donnent quand même espoir.

À l'inverse, une autre opportunité s'offre à nous de sortir de l'économie par la voie interne, en organisant notre production hors des entreprises, dans nos espaces de vie. On note que tout au cour du XXe, siècle, les femmes ont joint de plus en plus le marché du travail, et le travail effectué hors de l'économie, comme les repas, le ménage, la garde d'enfant sont devenus des services. Ainsi, une part des rôles traditionnellement tenus par les femmes, dans une structure patriarcale oppressive, ont été incorporés dans la sphère de l'exploitation capitaliste même. Il semble donc qu'une autre voie vers une plus faible dépendance au marché soit de reprendre en charge d'une manière égalitaire les tâches prises par le marché, en tentant de créer des espaces de vie privée productifs, non autoritaires et non oppressifs. Les projets d'habitations collectives tentent fréquemment d'effectuer ce travail, avec différents niveaux de réussite.

Une articulation possible

Ces deux formes de reprise de contrôle sur nos vies semblent contradictoires, qu'on ne peut à la fois créer des entreprises égalitaires d'un côté en se retirant de l'économie de l'autre. Toutefois, si deux formes d'organisations sont créées, l'autogestion est la même. La gestion d'un espace de vie et d'un espace de travail n'est pas si différente et les mécanismes à mettre en place pour éviter les formes d'oppression dans lesquelles nous avons été socialiséEs sont les mêmes. Il s'agit de s'approprier le contrôle de nos moyens de vie et de renouveler nos habiletés à s'organiser collectivement. De la lutte pour la reprise des institutions alimentaires à l'UQAM, à la lutte pour des espaces autogérés comme le CSA, en passant par la création d'espaces de vie collectifs et d'espaces de réparation de vélos communautaires, l'organisation est la même.

Les autorités municipales ont redonné plusieurs bâtiments abandonnés après leur occupation et, s'il faut lutter contre l'austérité, aussi bien lutter pour la prise en charge de nos infrastructures par nos propres communautés. Continuons à bloquer le capital pour mieux donner à nos communautés !



1- http://bit.ly/YmtsAA
2- http://bit.ly/13GjrCD
3- Rappellons aussi qu'à qualification égale, les emplois dans le secteur public paient moins que ceux dans le privé.
4- L'art de la prise de décision collective, de la communication, de la résolution des conflits, hors des mains des "professionnels" est un monde complexe ! Organisez-vous pour voir !

MANIFESTATION ANTICAPITALISTE DU 1er MAI 2013

★Contre la grande noirceur, la colère noire★

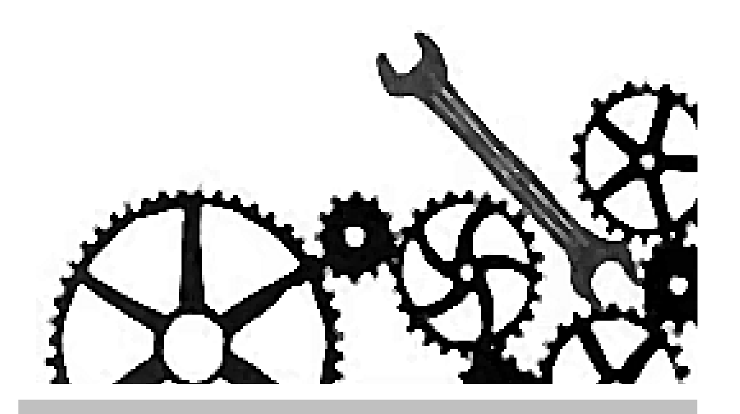
Ceci est un appel À PARTICIPER EN GRAND NOMBRE à la manifestation anticapitaliste annuelle organisée à l'occasion de la Journée internationale des travailleurs et travailleuses.

C'est aussi un appel aux actions autonomes… le 1er Mai, ça dure 24 heures !

Le mercredi 1er mai 2013, R.-V. à 18 h *PILE*
Place Jacques-Cartier - devant l'hôtel de ville de Montréal
[métro Place-d'Armes ou Champ-de-Mars]

ON S'INVITE AU CLUB SÉLECT 357C !

CONTRE LA GRANDE NOIRCEUR, LA COLÈRE NOIRE !
Portons notre colère directement aux responsables de la misère !



Le 1er Mai, ça dure 24 heures et c'est pas juste à Montréal…

Célébrer un 1er Mai résolument anticapitaliste, c'est réclamer et insuffler une nouvelle vie à la tradition des luttes autonomes radicales. Le 1er Mai, c'est l'histoire des mouvements ouvriers, c'est l'héritage anarchiste et communiste, c'est la lutte pour la reconnaissance des travailleurs et travailleuses sans statut, c'est un récit épique de solidarité entre les précaires, les exploitÉes et les laisséEs pour compte du monde entier.

Cette tradition s'inscrit dans l'histoire depuis déjà plus de 125 ans. Mais la lutte doit se vivre avant d'être commémorée. Il importe que le prochain chapitre de l'histoire ne soit pas qu'une banale répétition de rituels codifiés. Une manifestation annuelle, certes. Il faut reprendre la rue, la tenir et y faire vibrer notre colère, année après année. Ne pas laisser la bourgeoisie s'enfoncer dans le confort de son indécence.

Mais cela ne suffira pas à raviver une vraie culture de lutte, à réclamer cette journée comme nôtre. N'oublions pas que le 1er Mai, ça dure 24 heures, et ça touche tout le monde, partout ! Il existe toute une culture de la résistance à faire revivre : ralentissements, sabotages et grèves « sauvages », réappropriations collectives, métro populaire, piquetage, tractage, agitation et propagande… tout est à revisiter, tout est encore à (re)faire !

Le 1er Mai…
Faisons preuve d'imagination, d'intelligence et de détermination !
Émulons-nous mutuellement, pratiquons la propagande par l'exemple !
Soyons solidaires, prenons soin les unEs des autres… et soyons incontournables !

- CLAC

★ Solidarité contre la répression policière à Montréal : Nous ne nous soumettrons pas au règlement municipal P-6

Avec cette déclaration publique, nous affirmons notre opposition au règlement P-6 : nous continuerons de manifester sans négocier l'itinéraire avec la police et nous contesterons systématiquement toute contravention en vertu de ce règlement.

Ces dernières années ont été marquées par une escalade de la répression policière à Montréal. Au moment où le nombre des mouvements politiques qui prennent la rue d'assaut augmente sans cesse, les manifestations se voient attaquées plus brutalement et plus arbitrairement que jamais. Bâtons rétractables, matraques, lacrymogènes, poivre de Cayenne et balles de plastique ; de plus en plus, nos camarades subissent des arrestations de masse, sont brutaliséEs, humiliéEs, prisEs en souricière et, dans plusieurs cas, gravement blesséEs.

Dans ce contexte d'escalade répressive le Service de police de la ville de Montréal (SPVM) emploie une nouvelle pratique : arrêter les manifestantEs avant même qu'ils et elles puissent se regrouper pour manifester. À trois reprises au cours de la même semaine (le 15 mars lors de la Journée internationale contre la brutalité policière, le 18 mars avant la manifestation nocturne et le 22 mars lors de la manifestation pour le premier anniversaire des manifestations étudiantes du 22 de chaque mois) le SPVM a mis un terme aux manifestations avant même leur commencement en encerclant les manifestantEs avec l'anti-émeute et en les arrêtant en masse, par centaines. Un des objectifs évidents de la police est d'effrayer les potentiels manifestantEs pour les dissuader de reprendre la rue.

Puisque le SPVM ne peut se permettre de faire ces arrestations préventives en vertu d'accusations criminelles ; (aucun motif légal ne lui permet de le faire) il a recours au règlement municipal P-6 qui rend toute manifestation illégale si aucun itinéraire n'a été communiqué d'avance à la police. Une infraction au règlement municipal n'est pas criminelle ; c'est un peu l'équivalent d'une contravention de stationnement. Toutefois, une infraction au P-6 donne lieu à une contravention de 500 $ (637 $ avec les frais) pour une première offense dans le contexte d'une manifestation.

Le règlement P-6 interdit « de gêner le mouvement, la marche ou la présence des citoyens qui utilisent également le domaine public à cette occasion ». Comment peut-on prendre la rue sans gêner la circulation routière ou piétonnière ? De plus le P-6 ordonne non seulement de communiquer notre itinéraire, mais suppose de *demander l'approbation de notre trajet à la police*. Cela équivaut à donner à la police le pouvoir arbitraire de refuser notre trajet si celui-ci est jugé potentiellement trop perturbateur et ainsi d'empêcher notre passage devant un lieu choisit comme « cible » politique.

Nous refusons de négocier avec la police notre liberté d'expression, notre droit de manifester et notre droit de perturber l'ordre social, politique et économique en place, que nous considérons profondément injuste et illégitime.



Une partie de la responsabilité de répondre à cette répression nous incombe, en tant que mouvements populaires et organisations communautaires autonomes. Il n'existe aucune obligation de fournir à la police un itinéraire et le SPVM en particulier, qui abuse impunément de son autorité, ne mérite aucune collaboration de notre part. Au contraire, nous devons nous responsabiliser les unEs vis-à-vis les autres, et vis-à-vis les mouvements sociaux auxquels nous appartenons. Nous avons toujours eu et auront toujours le droit légitime de manifester spontanément, et ce, avec des itinéraires de notre choix, qui reflètent nos besoins et revendications.

Face à la répression policière, reprenons la rue, arméEs d'entraide et de solidarité.

Ce message est endossé par :
La Convergence des luttes anticapitalistes (CLAC)
Personne n'est illégal-Montréal / No One Is Illegal
Le Groupe de recherche d'intérêt public (GRIP) à Concordia
(Si votre groupe endosse aussi cette déclaration, veuillez communiquer avec nous à l'adresse suivante : info@clac-montreal.net)

Le jour viendra où notre silence sera plus puissant que les voix que vous étranglez aujourd'hui.

August Spies



CLAC-Montréal

La Convergence des luttes anticapitalistes

Principes de fondation de la CLAC-Montréal :

1er principe : Fonder la CLAC-Montréal sur un mode de fonctionnement antiautoritaire sur la base des principes de l'Action Mondiale des Peuples (AMP)*, à titre de convergence et de lieu d'organisation pour la gaucheanticapitaliste radicale.

2ième principe : Le vote individuel constituera la base décisionnelle de la CLAC-Montréal, tout en recherchant activement l'appui et la participation des groupes à ses campagnes et mobilisations.

3ième principe : La CLAC-Montréal aura le mandat d'organiser deux assemblées régulières par année et des assemblées spéciales pourront être convoquées au besoin selon la conjoncture.

4ième principe : La CLAC-Montréal aura le mandat de porter le discours anticapitaliste par l'organisation de campagnes et de manifestations, dont celle du 1er mai de chaque année.

Les principes de l'Action mondiale des peuples

1- Un rejet très clair du féodalisme, du capitalisme, et de l'impérialisme, ainsi que de tous les accords commerciaux, institutions et gouvernements promoteurs d'une mondialisation destructrice.

2- Un rejet très clair de toutes formes et systèmes de domination et de discrimination dont (et de manière non exhaustive) le patriarcat, le racisme et le fondamentalisme religieux de toutes croyances. Nous reconnaissons la dignité entière de tous les êtres humains.

3- Une attitude de confrontation, puisque nous ne pensons pas que le « lobbying » puisse avoir un impact majeur sur des organisations à tel point partiales et antidémocratiques, pour lesquelles le capital transnational est le seul facteur réel déterminant leur politique.

4- Un appel à l'action directe et à la désobéissance civile, au soutien aux luttes des mouvements sociaux, mettant en avant des formes de résistance qui maximisent le respect pour la vie et pour les droits des peuples opprimés, ainsi qu'à la construction d'alternatives locales au capitalisme mondial.

5- Une philosophie organisationnelle fondée sur la décentralisation et l'autonomie.

La CLAC est un groupe de travail du QPIRG-Concordia

QPIRG concordia GRIP

Pour faire un don à la CLAC

Si vous voulez faire un don à la CLAC ou au Fonds de défense juridique de la CLAC, vous pouvez faire un chèque à la :
Convergence des luttes anticapitalistes
Et l'envoyer à l'adresse suivante :
CLAC-Montréalc/o QPIRG Concordia
1455 de Maisonneuve O
Montréal, Québec H3G 1M8

Pour plus d'informations sur le Fonds de défense juridique de la CLAC : www.clac-montreal.net/soutien_juridique


1ER MAI
ANTICAPITALISTE
COLERE NOIRE CONTRE LA GRANDE NOIRCEUR
ON S'INVITE AU
CLUB "SELECT"
357C
PLACE JACQUES-CARTIER
(DEVANT L'HOTEL DE VILLE DE MONTRÉAL)
18H PILE
FUCK CAPITALISM!
HTTP://CLAC-MONTREAL.NET